



KPMG S.A.
11 rue Archimède
Domaine de Pelus
33692 Mérignac cedex
France

Téléphone : +33 (0)5 56 42 43 44
Télécopie : +33 (0)5 56 42 43 80
Site internet : www.kpmg.fr

ASSOCIATION AMICALE DES CONSEILLERS GENERAUX DE LA GIRONDE

*Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels*

Exercice clos le 31 décembre 2021
ASSOCIATION AMICALE DES CONSEILLERS GENERAUX DE LA GIRONDE
Hôtel du département de la Gironde - Esplanade
Charles de Gaulle - 33074 Bordeaux Cedex

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Limited, une société de droit anglais
(« private company limited by guarantee »).

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à direction et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles et du Centre

Siege social :
KPMG S.A.
Tour Echo
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €
Code APE 69202
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG S.A.
11 rue Archimède
Domaine de Pelus
33692 Mérignac cedex
France

Téléphone : +33 (0)5 56 42 43 44
Télécopie : +33 (0)5 56 42 43 80
Site internet : www.kpmg.fr

ASSOCIATION AMICALE DES CONSEILLERS GENERAUX DE LA GIRONDE

Hôtel du département de la Gironde - Esplanade Charles de Gaulle - 33074 Bordeaux Cedex

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'Assemblée générale de l'association AMICALE DES CONSEILLERS GENERAUX DE LA GIRONDE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AMICALE DES CONSEILLERS GENERAUX DE LA GIRONDE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Mérignac, le 27 juin 2022

KPMG S.A.



Signature
numérique de
ANNE JALLET-
AUGUSTE
Date : 2022.06.27
09:48:07 +02'00'

Anne Jallet-Auguste
Associée

ASSOCIATION
 AMICALE DES CONSEILLERS GENERAUX
 DE LA GIRONDE

BILAN AU 31 DECEMBRE 2021

ACTIF	2021	2020	PASSIF	2021	2020
DISPONIBILITES			FONDS ASSOCIATIFS	279 602	261 122
SICAV	76 240	76 240	RESULTAT DE L'EXERCICE	-29 736	18 480
LIVRET BLEU	50 893	50 640	FONDS PROPRES	249 866	279 602
C/C CREDIT MUTUEL	129 371	160 028			
	256 504	286 909	CHARGES A PAYER	6 636	7 305
TOTAL	256 504	286 909	TOTAL	256 504	286 909



Hervé Galle

ASSOCIATION
AMICALE DES CONSEILLERS GENERAUX

COMPTES DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2021					
CHARGES	2021	2020	PRODUITS	2021	2020
REVERSEMENTS DE COTISATIONS	225 411	243 352	SUBVENTION DU CONSEIL GENERAL	200 712	266 740
VERSEMENTS DE CAPITAL			RACHATS DE COTISATIONS		
CHARGES D'EXPLOITATION	5 238	5 131	AUTRES PRODUITS DE GESTION		
CHARGES FINANCIERES	52	40	PRODUITS FINANCIERS	253	262
CHARGES EXCEPTIONNELLES			PRODUITS EXCEPTIONNELS		
BENEFICE	0	18 480	PERTE	29 736	
TOTAL	230 701	267 002	TOTAL	230 701	267 002

1 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

FAITS CARACTERISTIQUES

En raison de la nature de son activité, l'impact de la crise sanitaire (Covid19) sur les cotisations reversées est difficilement quantifiable. En revanche, la subvention versée par le Conseil départemental est restée stable par rapport aux exercices précédents.

CONVENTIONS GENERALES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis en application des règles générales comptables et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont notamment été respectées : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Les engagements relatifs aux cotisations à reverser au cours des prochains exercices ne sont pas comptabilisés en dettes et figurent parmi les engagements hors bilan.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels au 31/12/2021 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 réforme le règlement CRC 99-01.

Conformément aux nouvelles dispositions réglementaires de l'ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018, il convient de décrire :

L'objet social de l'entité :

L'association a pour but de verser des allocations périodiques du reversement des cotisations aux anciens Conseillers Généraux, âgés de 60 au moins (ainsi qu'à leur épouse et éventuellement à leurs orphelins) et ayant constitué leurs droits avant le 30 mars 1992.

Les moyens mis en oeuvre :

Les principaux moyens mis en oeuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- ▣ suivi mensuel des encaissements issus de la subvention départementale et justification des décaissements
- ▣ projection des besoins de financement pour honorer les reversements de cotisations

CHANGEMENT DE METHODE ET DE PRESENTATION

Il n'y a pas eu de changement de méthode ni de présentation par rapport à l'exercice précédent.

DEROGATIONS

Aucune dérogation aux principes et méthodes comptables n'a été mise en oeuvre au cours de l'exercice.

2 - CHARGES A PAYER

Les charges à payer au titre de l'exercice 2020 sont estimées à 6.636 €. Il s'agit principalement des honoraires de commissariat aux comptes pour l'exercice clos le 31/12/21

3 - ENGAGEMENTS HORS BILAN (ACTIF)

Néant

4 - ENGAGEMENTS HORS BILAN (PASSIF)

L'association a pour objet le reversement de cotisations aux anciens conseillers généraux âgés de 60 ans au moins et ayant constitué leurs droits avant le 31 mars 1992.

Le montant des cotisations à reverser en 2022 peut être estimé à environ 214 K€ en tenant compte de la totalité des conseillers généraux susceptibles de bénéficier de ce régime en 2022 et des événements survenus jusqu'au 31 décembre 2021.

Le montant total de l'engagement du Conseil Départemental concernant les retraites à servir aux anciens conseillers généraux peut être évalué à 1,17 millions d'euros au 31/12/2021 (CSG non comprise) en retenant les hypothèses de calcul suivantes : espérance de vie égale à 90 ans, départ à la retraite dès 60 ans ou la fin du mandat.

Dans un souci de simplification des calculs, il a été considéré que la revalorisation annuelle du point servant de base au calcul des indemnités est compensé par le taux d'actualisation qui pourrait être retenu.

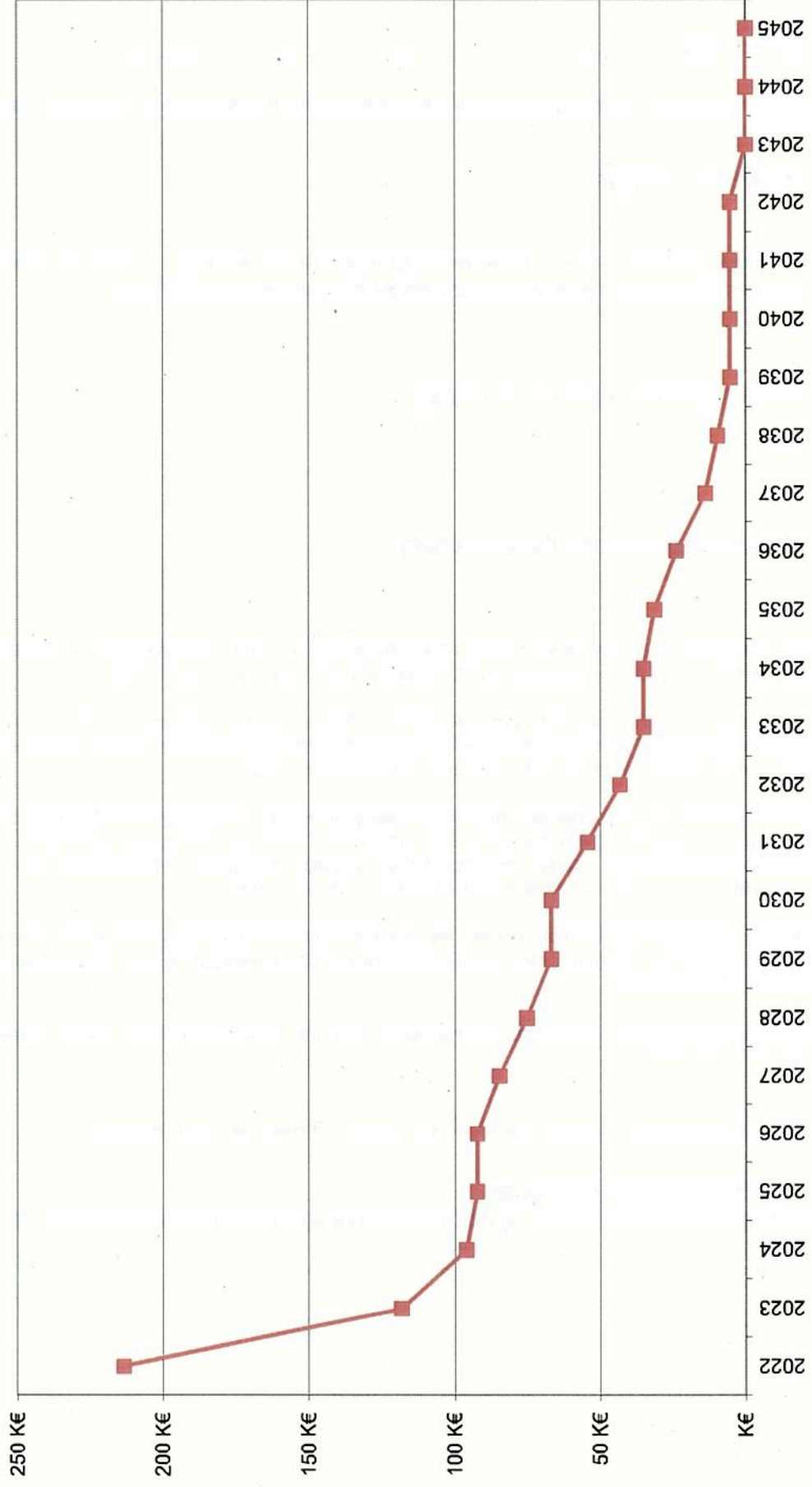
Selon l'hypothèse d'une espérance de vie égale à 90 ans, l'engagement du Conseil Général prendra fin en 2042.

Les graphiques joints illustrent l'évolution du montant annuel des retraites à servir.

5 - CONTRIBUTIONS BENEVOLES

L'entité n'a pas bénéficié de contribution volontaire de bénévoles au titre de l'exercice 2021.

Engagement Retraite Global



Engagements retraite sur 10 prochaines années

